

Iter, le choix du site est reporté

Le site devant accueillir Iter (International thermonuclear experimental reactor), le réacteur expérimental à fusion thermonucléaire, n'a pu être désigné le 20 décembre 2003 à Reston en Virginie, non loin de Washington. Le consensus souhaité pour le choix du site, Cadarache, dans le sud-est de la France ou Rokkasho-mura, dans le nord du Japon n'a pas été obtenu. Une nouvelle consultation est prévue en février 2004.

Tout le monde le savait, le choix du site pour abriter Iter sera plus politique que technique. L'Europe, la Russie, la Chine, les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon se sont donnés rendez-vous, au niveau des ministres, à Reston en Virginie à quelque 30 kilomètres de Washington pour prendre la décision d'implanter ce joyau de la technologie en France ou au Japon. Les arguments des pays hôtes, qui ne manquent pas d'intérêts sont rapidement parus secondaires tant la pression des Etats-Unis en faveur du Japon était flagrante. Ils font payer à la France son refus de soutenir la coalition américano-britannique dans la guerre contre Saddam Hussein. La Russie, l'Europe et la Chine ont choisi Cadarache alors que les trois autres partenaires du projet faisait le choix inverse. En fin de réunion la Corée du Sud aurait manifesté un infléchissement de sa position mais le consensus était nécessaire. *«Nous avons besoin de procéder à davantage d'évaluations avant de prendre notre décision basée sur un consensus. Nous avons l'intention d'organiser une autre réunion ministérielle pour atteindre un consensus aussi vite que possible, probablement en février 2004»*, ont précisé les six partenaires dans un communiqué publié à l'issue de la réunion.

Le projet Iter d'un coût global de 30 milliards d'euros sur 30 ans vise à produire de l'énergie *«propre et sûre»* en reproduisant la fusion qui a lieu dans les étoiles. La domestication de l'énergie du soleil est la finalité qu'espèrent atteindre les physiciens à l'horizon 2050, avec la production des premiers kilowatts/heure électriques. Ce vieux rêve des physiciens avait pris forme en 1985 en ex-Union soviétique sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Mais en 1998 les Etats-Unis s'étaient retirés du projet le jugeant *«trop coûteux et irréaliste»*. Cinq ans plus tard une déclaration du président Bush marque un revirement des positions américaines. *«La commercialisation de la fusion peut permettre d'accroître sensiblement la sécurité énergétique de l'Amérique, tout en réduisant considérablement la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre»*, a-t-il déclaré.

Un petit avantage pour Cadarache

Les autorités japonaises ont fait valoir quelques atouts de Rokkasho-mura qui pourraient emporter les faveurs des autres partenaires. Sur ce site existe déjà un grand complexe industriel comprenant un centre d'entreposage de déchets vitrifiés, une usine d'enrichissement d'uranium, un centre de stockage de déchets de faible activité et une usine de retraitement nucléaire qui sera opérationnel en 2006. Les Japonais évoquent également comme atouts, le sol très rocheux, la proximité d'un port et surtout d'une très grande base militaire américaine avec donc une capacité d'accueil de plusieurs milliers de personnes.

Le site de Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône, dans le sud-est de la France est porté par l'Union européenne qui l'a préféré à la proposition espagnole de Vandellòs. Le site français offre l'avantage d'abriter depuis une quarantaine d'années des recherches internationales sur l'énergie nucléaire. Depuis 1988, un programme européen y est installé pour les recherches sur la fusion avec un réacteur expérimental «Tore Supra», une préfiguration d'Iter. Sur 180 hectares, le site jouxte le centre du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Il dispose d'une grande capacité d'accueil puisque 4300 chercheurs et ingénieurs y travaillent déjà. Le cadre de vie et le climat méditerranéen ont également été les atouts évoqués par les français contre la rudesse des conditions de vie (grand froid) à Rokkasho-mura. Les retombées économiques pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sont très importantes. Selon les prévisions 1 000 emplois directs pourraient être créés.

Les autorités françaises étaient déçues de ce report du choix, mais la ministre française de la Recherche, Claudie Haigneré est confiante et entend mettre le temps à profit pour consolider la candidature française. Seule une organisation anti-nucléaire française, «Sortir du nucléaire» s'est félicité de ce report du choix du site et demande *«l'annulation définitive du projet»*. Elle brandit la menace d'une production de gaz divers *«très dangereuse pour la population, et la création de 40 000 tonnes de déchets nucléaires qui seraient légués aux générations futures»*, prévient cette organisation qui prétend fédérer 650 associations qui s'opposent à la construction du réacteur expérimental de fusion nucléaire Iter.

A écouter :

🎧 **Michel Chatelier**, directeur adjoint du réacteur de fusion de Cadarache (Invité de Guillaume Naudin le 22/12/2003).

Imprimer